

Charlie à tout prix ?

par Frédéric Lordon, mardi 13 janvier 2015

Lorsque le pouvoir de transfiguration de la mort, ce rituel social qui commande l'éloge des disparus, se joint à la puissance d'une émotion commune à l'échelle de la société tout entière, il est à craindre que ce soit la clarté des idées qui passe un mauvais moment. Il faut sans doute en prendre son parti, car il y a un temps social pour chaque chose, et chaque chose a son heure sociale sous le ciel : un temps pour se recueillir, un temps pour tout dire à nouveau.

Mais qu'on se doive d'abord à la mémoire de ceux qui sont morts n'implique pas, même au plus fort du traumatisme, que toute parole nous soit interdite. Et notamment pour tenter de mettre quelque clarification dans l'inextricable confusion intellectuelle et politique qu'un événement si extrême ne pouvait manquer, en soi, de produire, à plus forte raison sous la direction éclairée de médias qui ne louperont pas une occasion de se refaire la cerise sur le dos de la « liberté d'expression », et de politiques experts en l'art de la récupération.

Disons tout de suite que l'essentiel de cette confusion se sera concentré en une seule phrase, « Je suis Charlie », qui semble avoir tout d'une limpide évidence, quand tant d'implicites à problème s'y trouvent repliés.

« Je suis Charlie ». Que peut bien vouloir dire une phrase pareille, même si elle est en apparence d'une parfaite simplicité ? On appelle métonymie la figure de rhétorique qui consiste à donner une chose pour une autre, avec laquelle elle est dans un certain rapport : l'effet pour la cause, le contenu pour le contenant, ou la partie pour le tout. Dans « Je suis Charlie », le problème du mot « Charlie » vient du fait qu'il renvoie à une multitude de choses différentes, mais liées entre elles sous un rapport de métonymie. Or ces choses différentes appellent de notre part des devoirs différents, là où, précisément, leurs rapports de métonymie tendent à les confondre et à tout plonger dans l'indistinction.

Charlie, ce sont d'abord des personnes humaines, privées – par bonheur, on s'est aperçu rapidement que dire simplement « Charlie » pour les rassembler faisait bon marché de deux policiers, un agent de maintenance, un malheureux visiteur de ce jour là, et puis aussi de cinq autres personnes, dont quatre juives, tuées les deux jours d'après. Sauf à avoir rompu avec toute humanité en soi, on ne pouvait qu'être frappé de stupeur et d'effroi à [la nouvelle de ces assassinats](#).

Mais l'émotion n'a été si considérable que parce qu'il était perceptible à tous que ce qui venait d'être attaqué excédait évidemment les personnes privées. Et voici donc le deuxième sens possible de « Charlie » : Charlie comme métonymie des principes de liberté d'expression, des droits à exprimer sans craindre pour sa sécurité, tels qu'ils sont au cœur de notre forme de vie.

On pouvait donc sans doute se sentir Charlie pour l'hommage aux personnes tuées – à la condition toutefois de se souvenir que, des personnes tuées, il y en a régulièrement, Zied et Bouna il y a quelque temps, Rémi Fraisse il y a peu, et que la compassion publique se distribue parfois d'une manière étrange, je veux dire étrangement inégale.

On pouvait aussi se sentir Charlie au nom de l'idée générale, sinon d'une certaine manière de vivre en société, du moins d'y organiser la parole, c'est-à-dire au nom du désir de ne pas s'en laisser conter par les agressions qui entreprennent de la nier radicalement. Et l'on pouvait trouver qu'une communauté, qui sait retourner ainsi à l'un de ses dénominateurs communs les plus puissants, fait une démonstration de sa vitalité.

Mais les choses deviennent moins simples quand « Charlie » désigne – et c’est bien sûr cette lecture immédiate qui avait tout chance d’imposer sa force d’évidence – quand « Charlie », donc, désigne non plus des personnes privées, ni des principes généraux, mais des personnes publiques rassemblées dans un journal. On peut sans la moindre contradiction avoir été accablé par la tragédie humaine et n’avoir pas varié quant à l’avis que ce journal nous inspirait – pour ma part il était un objet de violent désaccord politique. Si, comme il était assez logique de l’entendre, « Je suis Charlie » était une injonction à s’assimiler au journal *Charlie*, cette injonction-là m’était impossible. Je ne suis pas *Charlie*, et je ne pouvais pas l’être, à aucun moment.

Je le pouvais d’autant moins que cette formule a aussi fonctionné comme une sommation. Et nous avons en quelques heures basculé dans un régime de commandement inséparablement émotionnel et politique. Dès ses premiers moments, la diffusion comme traînée de poudre du « Je suis Charlie » a fait irrésistiblement penser au « Nous sommes tous américains » du journal *Le Monde* du 12 septembre 2001. Il n’a pas fallu une demi-journée pour que cette réminiscence se confirme, et c’est *Libération* qui s’est chargé de faire passer le mot d’ordre à la première personne du pluriel : « Nous sommes tous Charlie » — bienvenue dans le monde de l’unanimité décrétée, et malheur aux réfractaires. Et puis surtout célébrons la liberté de penser sous l’écrasement de tout dissensus, en mélangeant subrepticement l’émotion de la tragédie et l’adhésion politique implicite à une ligne éditoriale. Ceci d’ailleurs au point de faire à la presse anglo-saxonne le procès de se montrer hypocrite et insuffisamment solidaire (obéissante) quand elle refuse de republier les caricatures. Il fallait donc traverser au moins une mer pour avoir quelque chance de retrouver des têtes froides, et entendre cet argument normalement élémentaire que défendre la liberté d’expression n’implique pas d’endosser les expressions de ceux dont on défend la liberté.

Mais cette unanimité sous injonction était surtout bien faite pour que s’y engouffrent toutes sortes de récupérateurs. Les médias d’abord, dont on pouvait être sûr que, dans un réflexe opportuniste somme toute très semblable à celui des pouvoirs politiques dont ils partagent le discrédit, ils ne manqueraient pas pareille occasion de s’envelopper dans la « liberté de la presse », cet asile de leur turpitude. A l’image par exemple de *Libération*, qui organise avec une publicité aussi ostentatoire que possible l’hébergement de *Charlie Hebdo*. *Libération*, ce rafioteur, vendu à tous les pouvoirs temporels, auto-institué dernière demeure de la liberté d’expression ! — peut-être en tous les sens du terme d’ailleurs. Et combien de la même farine derrière *Libé* pour faire de la surenchère dans le Charlisme ?

« Si cet homme qui, dit-on, riait de tout revenait en ce siècle, il mourrait de rire assurément », écrit Spinoza dans une de ses lettres. Et c’est vrai qu’il y a de quoi rire longtemps à voir ainsi les organes de la soumission à l’ordre social entonner avec autant de sincérité l’air de l’anticonformisme et de la subversion radicale. Rire longtemps... enfin pas trop quand même, car il faudra bien songer un jour à sortir de cette imposture.

Ce sera sans l’aide du pouvoir politique, qui n’a jamais intérêt au dessillement, et à qui l’union nationale a toujours été la plus fidèle des ressources. Union nationale, et même internationale en l’occurrence, dont une version carabinée nous aura été administrée. Fallait-il qu’elle soit incoercible la pulsion récupératrice de François Hollande de se faire reluire à la tête de Paris « capitale du monde » pour convier, de proche en proche, jusqu’à Orban, Porochenko, et puis Netanyahu, Lieberman, etc. de hautes figures morales, connues pour se partager entre défenseurs de la liberté de la presse et amis du dialogue interconfessionnel [1].

Par bonheur, il s’est déjà trouvé suffisamment de voix pour s’inquiéter des usages, ou plutôt des mésusages, que ce pouvoir ne manquera pas de faire d’une mobilisation de masse qu’il s’empressera de considérer comme un mandat.

Espérons qu'il s'en trouvera également pour recommander à quelques éditorialistes un court séjour en cellule de dégrisement, et pour leur apporter le café salé. Dans la concurrence pour être à la hauteur de l'Histoire, et même – pente aussi fatale que grotesque de l'information en continu – pour être les premiers à « annoncer » l'Histoire, il était logique que tous criassent à l'Histoire et à l'Historique à propos de la manifestation d'hier. S'il est permis d'en rire, on dira que, historique, elle l'a sans doute été sous quelque rapport, au moins pour être la première du genre où le comptage de la police avait une chance d'être supérieur à celui des organisateurs. On ne sait pas cependant qu'il soit resté grand-chose des manifestations monstres de Carpentras et du 1er mai 2002, effusions collectives qui avaient déjà hystérisé le commentariat, mais dont on doit bien reconnaître que la productivité politique aura été rigoureusement nulle.

On aimerait beaucoup qu'il en aille autrement cette fois-ci, mais on ne peut pas s'empêcher de poser en toute généralité la question de savoir s'il n'y a pas un effet de substitution entre le degré de l'unanimité et sa teneur politique possible. Par construction, arasant toute la conflictualité qui est la matière même de la politique, la masse unie est tendanciellement a-politique. Ou alors, c'est que c'est la Révolution – mais il n'est pas certain que nous soyons dans ce cas de figure...

Il y aurait enfin matière à questionner la réalité de l'« union nationale » qu'on célèbre en tous sens. Tout porte à croire que le cortège parisien, si immense qu'il ait été, s'est montré d'une remarquable homogénéité sociologique : blanc, urbain, éduqué. C'est que le nombre brut n'est pas en soi un indicateur de représentativité : il suffit que soit exceptionnellement élevé le taux de mobilisation d'un certain sous-ensemble de la population pour produire un résultat pareil.

Alors « union nationale » ? « Peuple en marche » ? « France debout » ? Il s'agirait peut-être d'y regarder à deux fois, et notamment pour savoir si cette manière de clamer la résolution du problème par la levée en masse n'est pas une manière spécialement insidieuse de reconduire le problème, ou d'en faire la dénégation. A l'image des dominants, toujours portés à prendre leur particularité pour de l'universel, et à croire que leur être au monde social épuise tout ce qu'il y a à dire sur le monde social, il se pourrait que les cortèges d'hier aient surtout vu la bourgeoisie éduquée contempler ses propres puissances et s'abandonner au ravissement d'elle-même. Il n'est pas certain cependant que ceci fasse un « pays », ou même un « peuple », comme nous pourrions avoir bientôt l'occasion de nous en ressouvenir.

Il y a une façon aveuglée de s'extasier de l'histoire imaginaire qui est le plus sûr moyen de laisser échapper l'histoire réelle — celle qui s'accomplit hors de toute fantasmagorie, et le plus souvent dans notre dos. Or, l'histoire réelle qui s'annonce a vraiment une sale gueule. Si nous voulons avoir quelque chance de nous la réapproprier, passé le temps du deuil, il faudra songer à sortir de l'hébétéude et à refaire de la politique. Mais pour de bon.

Notes

[1] Lire Alain Gresh, « [D'étranges défenseurs de la liberté de la presse à la manifestation pour "Charlie Hebdo"](#) », Nouvelles d'Orient, 12 janvier 2015.

Ce texte est tiré d'une intervention à la soirée « [La dissidence, pas le silence !](#) », organisée par le journal *Fakir* à la Bourse du travail à Paris le 12 janvier 2015.